



Investir dans les populations rurales

## **RAPUBLIQUE D'HAITI**

**PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA PETITE IRRIGATION ET DE L'ACCES AUX MARCHES DANS  
LES NIPPES ET LA REGION GOAVIENNE (PPI-3)**

---

## **RAPPORT DE MISSION DU PROJET**

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 1 au 18 septembre 2015

Date du document: 07/12/2015

No. du Projet: 1532

No. du rapport: 3940

Division Amérique latine et Caraïbe  
Département gestion des programmes

## Table des matières

A. Introduction	4
B. Évaluation de l'Exécution du Projet	4
C. Produits et Effets	6
<i>Composante 2. Appui aux activités productives et à l'accès des producteurs aux marchés et à des services financiers</i>	6
<i>Composante 3. Renforcement des Capacités</i>	8
D. État d'avancement de l'exécution du projet	9
E. Aspects fiduciaires	10
F. Durabilité	11
G. Conclusion	12

## Appendices

Appendice 1 : Résumé de l'état d'avancement du Projet et notes attribuées	13
Appendice 2 : Cadre logique	15
Appendice 3 : Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	19
Appendice 4 : État d'avancement matériel par rapport au PTBA	20
Appendice 5 : Aspects financiers: performance financière par bailleur de fonds et par composante	32
Appendice 6 : Application des dispositions de l'accord de financement	33

## Sigles et Acronymes

ANIM	Association nationale des institutions de Microfinance
ATI	Assistance technique internationale
BAC	Bureau agricole communal
BPC	Bas plateau central
BRH	Banque de la République d'Haïti
CAFEM	Centre d'appui en formation et management
CCC	Conseil consultatif communal
CDSC	Conseil de Développement des Sections Communales
CNP	Comité national de pilotage
CP	Caisse populaire
CREP	Centre rural d'épargne et de prêts
CTO	Comité Technique d'Orientation
DDA	Direction départementale de l'agriculture
DRF	Demande de remboursement de fonds
DTS	Droits de tirage spéciaux
FAES	Fonds d'assistance économique et sociale
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIOP	Fiche d'identification et d'opérationnalisation de projet
GCS	Groupe de caution solidaire
GoH	Gouvernement de la République d'Haïti
HTG	Gourde haïtienne
IEC	Information-éducation-communication
IMF	Institution de Microfinance
MARNDR	Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural
MEF	Ministère de l'économie et des finances
MP	Microprojet
OB	Organisation de base
OCB	Organisation Communautaire de base
OEN	Opérateur d'Expertise Nationale
OMEQ	Opérateur de Mise en Œuvre
ONG	Organisation non gouvernementale
OPS	Opérateur partenaire spécialisé
OPSG	Opérateur Prestataire de Services Géographique
PAIP	Programme d'appui aux initiatives productives en milieu rural
PDC	Programme de développement communal
PIC	Projet d'initiative communautaire
PPI-II	Projet de développement de la petite irrigation - seconde phase
PPM	Plan de passation de marchés
PTBA	Programme de travail et budget annuel
RMP	Revue à mi-parcours
RPE	Rapport de pré-évaluation
RSE	Responsable en suivi et évaluation
SE	Suivi et évaluation
SEA	Secrétariat d'Etat à l'alphabétisation
SIG	Système informatisé de gestion
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact (RIMS en anglais)
TVC	Technicien vulgarisateur communal
UCP	Unité de coordination du Projet
USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique

## **A. Introduction**

1. Du 1<sup>er</sup> au 18 Septembre 2015, une mission<sup>1</sup> du Fonds international de développement agricole (FIDA) a séjourné en Haïti pour effectuer une mission d'appui du Projet de développement de la petite irrigation et de l'accès aux marchés dans les Nippes et la Région Goâvienne (PPI-3). L'objectif de la mission était de superviser l'exécution du projet depuis la dernière mission d'appui (Juin 2015) dans le cadre de la relance du programme.
2. La mission a démarré le 1er septembre par un rencontre avec le Ministre de l'Agriculture, Monsieur Fresner Dorcin et son équipe. La mission a aussi rencontré les représentants de l'Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture (IICA). Une séance de restitution des travaux et conclusions de la mission aux principaux cadres du PPI-3 et aux autres responsables concernés du MARNDR, s'est tenue le lundi 14 Septembre 2015.
3. La Mission remercie les représentants du Gouvernement d'Haïti, le Ministre de l'Agriculture et son cabinet, la Direction générale du MARNDR, plus particulièrement le Coordonnateur du Projet et l'équipe de l'UCP pour l'accueil et la disponibilité apportée à la mission.

## **B. Évaluation de l'Exécution du Projet**

4. Depuis la suspension des décaissements en juin 2014 l'exécution du projet PPI-3 s'est complètement arrêtée. Néanmoins, la ligne de base, les termes de référence des études des PI et pour l'élaboration des plans de développement et de gestion des périmètres sont disponibles.
5. Le MARNDR et l'IICA ont informé la mission que les deux partenaires sont en train d'examiner la possibilité de modifier les termes de leur partenariat, ce qui pourrait éventuellement affecter le rôle de l'IICA prévu dans l'accord de financement. En attendant ces éventuelles nouvelles dispositions, le projet redémarrera sur les bases actuelles.
6. Le changement éventuel dans la structure d'exécution sera, avant son officialisation, discuté avec le FIDA, suivant les conclusions de la mission de revue à mi-parcours. Comme il s'agit d'un changement significatif par rapport à l'accord de financement et des conditions de déboursement (notamment la Section C2 de l'accord de financement), toute proposition de changement devra être soumise à l'opinion du département légal du FIDA. Il est notamment possible que l'accord de financement doive être amendé. Pour cela, et pour revoir les méthodologies d'exécution de plusieurs sous-composantes, la mission propose de procéder à une revue à mi-parcours en janvier 2016, considérant que le PPI-3 est déjà à plus de la moitié de la période d'exécution du projet. Entretemps le projet pourra redémarrer avec des activités prioritaires. Il a été convenu que les priorités seront définies de manière à accélérer la mise en œuvre du projet et de manière stratégiquement séquencée, afin d'atteindre les objectifs prioritaires.
7. En ce qui concerne la Coordination du Projet, la mission suggère au MARNDR de revoir le montage institutionnel en considérant la possibilité de rendre plus effective l'implication de la Direction Départementale Agricole (DDA) des Nippes et en y intégrant l'Unité d'Appui Technique (UNATEC).
8. La mission propose d'introduire les leçons apprises du PPI-2 dans le PPI-3 dès la reprise des activités. Les leçons les plus importantes sont : (i) il y a lieu de simplifier le projet et d'échelonner les activités; (ii) la sous-traitance de certaines activités à un prestataire de services international avec une expérience reconnue a donné d'excellents résultats ; (iii) les microprojets requièrent un suivi technique de qualité sur une période plus longue ; et (iv) la nécessité d'une gestion administrative et financière rigoureuse et d'un système de suivi et évaluation performant.

---

<sup>1</sup> La Mission était dirigée par M<sup>me</sup> Esther-Kasalu Coffin, Directrice Pays du FIDA pour Haïti, assistée de M. Marcelin Norvilus, Officier de Programme Pays du FIDA, et composée : Mr. Pierre Werbrouck, Coordonnateur technique de la mission, M. Harifidy Ramilison, spécialiste Infrastructure, et Mme. H. Baklouti, spécialiste en Micro-Finance.

9. Incorporer ces leçons dans l'exécution du PPI-3 signifie concrètement: (i) l'échelonnement des activités: commencer avec les études et les travaux d'irrigation, l'accompagnement agricole (Champs-Écoles-Agricoles-CEA) et le renforcement des capacités de gestion et de commercialisation (accès aux marchés) des associations d'irrigation. Les autres activités (microprojets et autres) pourront suivre en fonction de l'avancement de ces activités principales; (ii) sous-traiter les activités dans lesquelles le MARNDR n'a pas un avantage comparatif, à des prestataires de services de qualité avec une expérience reconnue ; et (iii) une gestion administrative et financière rigoureuse appuyée par une agence internationale de qualité et expérience reconnue accréditée en Haïti ainsi qu'un système de suivi et évaluation fonctionnel. En termes pratiques, ceci signifie de (i) démarrer avec les études des 14 PI identifiés avant la revue à mi-parcours prévue pour janvier 2016 ; et (ii) réfléchir sur la possibilité d'exécuter les autres sous-composantes dans le temps restant du projet et de leurs modalités d'exécution.
10. La revue à mi-parcours examinera dans quelle mesure toutes les activités prévues dans le projet sont encore pertinentes (en particulier celles relatives à l'amélioration de l'infrastructure rurale) et peuvent encore être exécutées avant la fin du projet.
11. Les principales actions suivantes ont été accordées:

Action	Responsable	Date
1. Établir un système de gestion administrative et financière rigoureux (voir section E) avec l'appui du PNUD	UCP/MARNDR	Immédiatement
2. Préparer le plan de travail et budget annuel (PTBA)	UCP	15/11/2015
3. Lancer les appels d'offres pour les études de réhabilitation de 14 périmètres et le lancement des études	UCP	01/12/ 2015 / 28/2/2016
4. Lancer les appels d'offres pour les études de réhabilitation de 5 périmètres et le lancement des études	UCP	01/01/2016 – 31/3/2016
5. Revoir la structure d'exécution des sous-composantes 2.1 et 2.2	MARNDR/IIC A/ FIDA	31/01/ 2016
6. Réfléchir sur la possibilité d'exécuter les autres sous-composantes et de leurs modalités d'exécution (revue à mi-parcours)	MARNDR/FID A	31/01/ 2016
7. Revue à mi-parcours	MARNDR/FID A	31 /1/ 2016
8. Initiation du programme champs-écoles-agriculteurs sur les périmètres avec une infrastructure irriguée opérationnel	MARNDR/ IICA	31/5/ 2016
9. Lancement des appels d'offres des 14 travaux et leur adjudication	MARNDR	6/2016 / 12/2016
10. Lancement des appels d'offres des 5 travaux et leur adjudication	MARNDR	7/ 2016 / 1/2017
12. Initiation d'autres sous-composantes	MARNDR avec sous-traitants	1/ 2017

## C. Produits et Effets

13. Le projet a démarré en octobre 2012, les premiers décaissements sont alloués, par dérogation, sur demande du MARNDR à l'IICA en septembre 2013 et les décaissements ont été suspendus de juin 2014 jusqu' en avril 2015. Le projet s'est arrêté 18 mois après sa mise en vigueur et aucune activité significative n'a été réalisé depuis Juin 2014.

### Composante 1. Développement de l'Irrigation.

14. Les objectifs de cette composante sont de: (i) consolider la capacité de l'administration à exercer ses fonctions régaliennes en matière normative, de planification et de suivi du développement du secteur de l'irrigation; (ii) contribuer significativement à une internalisation de l'approche du MARNDR en matière de gestion de l'eau et des PPI, par les divers intervenants du secteur; (iii) augmenter la superficie irriguée de manière durable dans les zones de concentration choisies, tout en diversifiant les techniques, méthodes et échelles de mobilisation et utilisation de l'eau pour l'agriculture.
15. Après Novembre 2014, à l'exception d'un appel à manifestation d'intérêt pour l'établissement du plan directeur d'aménagement des plaines d'Aquin et de Baconnois et la préparation des dossiers d'appel d'offres pour les études de 14 PPI sur les 19 identifiés, aucune autre activité n'a été entreprise dans le cadre de cette composante.
16. Afin de rattraper les retards, la mission recommande de lancer au plus tôt, le processus de passation de marché des études de 14 PI dont les DAO ont été élaborés depuis l'année dernière.

Action	Responsabilité	Date convenue
1. Lancer au plus tôt les AO pour les études d'établissement du plan directeur d'aménagement des plaines d'Aquin et de Baconnois	UCP/PNUD	31/12/2015
2. Lancer le processus de passation de marchés pour les études des 14 périmètres.	UCP/PNUD	31/12/2015
3. Définir les rôles et responsabilités des cadres du MARNDR/BAC dans la mise en œuvre et le suivi des activités de terrain	UCP/MARNDR	Janvier 2016

### Composante 2. Appui aux activités productives et à l'accès des producteurs aux marchés et à des services financiers

17. Cette composante comprend 4 sous composantes : (i) appui à l'intensification agricole ; (ii) : appui à la commercialisation ; (iii) développement de la microfinance et (iv) MP pour les plus vulnérables. Les objectifs de cette composante sont de (i) contribuer à l'augmentation durable de la production agricole en appliquant des pratiques agricoles plus intensifs et respectueuses de l'environnement; (ii) une meilleure connaissance des marchés pour augmenter la valeur ajoutée au niveau de l'exploitation ; (iii) l'accès aux services financiers de proximité adaptés aux besoins des groupes cibles; (iv) la mise en œuvre de microprojets (MP) au bénéfice des communautés impliquées dans le développement d'activités sur les périmètres ainsi que des groupes vulnérables vivant dans ces mêmes localités.
18. Les composantes 2 et 3 devaient être mises en œuvre par l'Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture (IICA) dans le cadre d'un accord de partenariat signé avec l'Etat Haïtien pour un montant de 5,3 millions de dollars américains.

19. La MARNDR et l'IICA ont informé la mission que les deux partenaires sont en train d'examiner la possibilité de modifier les termes de leur partenariat, ce qui pourrait éventuellement affecter le rôle de l'IICA prévu dans l'accord de financement.
20. Parmi les hypothèses envisagées : l'IICA, dans un rôle plus précis à clarifier dans le futur, fournirait uniquement de l'assistance technique au projet pour la composante 2.1 et 2.2 sans un rôle d'exécution. Ce rôle pourrait inclure: la mobilisation de spécialistes internationaux dans la méthodologie et la gestion des programmes champs-écoles- agriculteurs (CEA), l'organisation de visites d'échanges d'expériences, l'assistance à la mise en place et le suivi du déroulement du programme CEA, la participation dans l'établissement des termes de référence, du recrutement, de l'organisation et du suivi (y compris l'évaluation de la performance) du personnel de la Direction Départementale de l'Agriculture (DDA) contracté pour l'exécution du programme CEA.
21. Une autre option considérée par le MARNDR et l'IICA est que l'unité d'appui technique (UNATEC) (qui au démarrage du projet et dans l'accord de don figurait sous la responsabilité directe de l'IICA) soit composé par le personnel de la DDA, le personnel de l'IICA et des techniciens et professionnels contractuels (de préférence des personnes qui travaillaient pour IICA dans le programme CEA avant son arrêt en 2014, s'ils (elles) sont disponibles).
22. Le MARNDR a informé à l'IICA de son souhait de récupérer les équipements encore à disposition de l'IICA, en vue par la suite d'un nouveau dispatching de ces équipements, à la suite des résolutions entre les parties.
23. Le changement éventuel dans la structure d'exécution sera, avant son officialisation, discuté avec le FIDA. Comme il s'agirait éventuellement d'un changement significatif para rapport à l'accord de financement et des conditions de déboursement (Section C2 de l'accord de financement), la proposition du MARNDR sera soumise à l'opinion du département légal du FIDA avant de son évaluation pendant la revue à mi-parcours du projet prévu pour janvier 2016. Il est notamment possible que l'accord de financement doive être amendé. Entretemps le projet pourra redémarrer avec des activités prioritaires.

#### **Sous-Composante 2.1 Appui à l'intensification agricole**

24. Les réalisations au cours de la période d'octobre 2013 à septembre 2014 ont permis d'accompagner les producteurs de Fauché à Grand Goâve, réunis au sein de l'Association des Irrigants de Fauché (AIFA), dans la production de semences. Ces derniers ont reçu un appui technique et des semences pour développer la production de haricot sur 5 hectares avec des semences améliorées (DPC-40). Le concept méthodologique de Champs Ecoles Agricole (CEA) a été introduit dans l'aire du projet. Ainsi 12 CEA de cultures maraichères ont pu démarrer touchant directement plus de 240 producteurs sur les différents périmètres. Depuis la démobilisation des équipes de l'IICA en septembre 2014, aucune nouvelle activité n'a été mise en place.
25. Les actions futures de cette sous-composante devront être revues dans le cadre du partenariat MARNDR/IICA avant et pendant la revue à mi-parcours.

#### **Sous-composante 2.2. Appui à la commercialisation**

26. La sous-composante « appui à la commercialisation » avait prévu, entre autres, des activités d'amélioration d'infrastructures rurales (pistes rurales (cible de 33 km aménagé), chemins muletiers et marchés locaux) ainsi la formation à la collecte et diffusion des informations commerciales. L'absence de financement n'a pas permis de démarrer ces activités; la mission propose d'évaluer la pertinence de ces activités.



### **Sous-composante 2.3 Développement de la micro finance**

27. En raison de la décision de ne pas continuer le partenariat avec le FAES et la mauvaise expérience du PPI-2 (non-durabilité des sites de CREP), le projet devra définir la stratégie de l'appui à la micro finance en s'associant avec une institution de micro-finance (ou coopérative d'épargne et de crédit) établie et opérationnelle dans la zone ou abandonner cette sous-composante pendant la revue à mi-parcours.

### **Sous-composante 2.4 Microprojets**

28. Cette sous-composante a pour but d'appuyer sur le plan technique et économique les groupes cibles au moyen de Micro-projets (MP) identifiés et sélectionnés par les bénéficiaires eux-mêmes. Le ciblage des groupes particulièrement défavorisés sera fait par un processus d'auto-ciblage afin de garantir l'accès des groupes les plus démunis à des activités génératrices de revenus.
29. Étant donné l'expérience mixte des microprojets du PPI-2 et la probabilité d'un changement dans le rôle de l'IICA, la revue à mi-parcours devra redéfinir la stratégie de mise en vigueur de cette sous-composante avec l'aide d'une ONG qualifiée avec expérience dans le développement communautaire et la gestion financière des MP.

### **Composante 3. Renforcement des Capacités**

30. L'objectif de la composante 3 est de renforcer les capacités de planification et de structuration des communautés, en incluant les groupes plus vulnérables. Le Projet développera les capacités organisationnelles et de gestion des organisations de base pour rendre celles-ci viables, autogérées et durables. Il accompagnera, par le biais d'activités de sensibilisation, d'animation rapprochée et de dynamisation (diagnostic participatif, planification, réalisation, suivi et évaluation des activités) les organisations dans le cadre de l'élaboration graduelle de plans de développement et de gestion des périmètres irrigués et de leur environnement (PGP), dans le but de donner une perspective d'avenir en matière de gestion concertée des ressources individuelles et communes. Dans l'actuelle configuration, cette composante est partiellement sous la responsabilité de l'IICA et de la Secrétairerie d'Etat à l'Alphabétisation (SEA).

#### **Sous-Composante 3.1 : Elaboration et mise en œuvre des Plans de Développement et de Gestion des Périmètres et de leur environnement**

31. Les appels d'offres pour le recrutement d'opérateurs en charge de la réalisation des PDGP ont été finalisés, 6 opérateurs ont été identifiés pour la réalisation de 18 plans de développement et de gestion des périmètres (périmètres de Fauché, Glaise, Dini, Bécharde (431 ha), Barette, Dlo Piti, Fort Royal (373 ha), Dufour, Diablé/Duparc, Jouvanche (505 ha), Chanterelle, Charlier (270 ha), Clouette, Pascal, Batardeau, Demizaine (534 ha), Ohouk / K Mathieu, Baconois (287 ha) pour un budget de 448.162 \$US.
32. La mission de mi-parcours définira la poursuite des activités de la sous-composante car ces plans créent des attentes chez les populations. L'élaboration des PDGP est justifiée si le projet peut effectivement répondre à quelques-unes de ces attentes. La réponse du projet aux attentes nécessite une réorganisation des autres sous-composantes pendant la revue à mi-parcours.

#### **Sous-Composante 3.2 : Renforcement des capacités des OB et du personnel d'appui**

33. Cette sous composante avait pour objectif de renforcer des comités de gestion d'AI ainsi que les organisations de base partenaires du projet. Au cours du premier semestre de l'année 2014, l'équipe IICA a organisé plusieurs sessions de formation et facilité des échanges à l'étranger (RD) pour les représentants de bénéficiaires. Elle a réalisé une cartographie institutionnelle au niveau des localités des PPI, le diagnostic des OB / AI identifiés, l'organisation de réunions de sensibilisation des acteurs locaux ainsi que l'identification des besoins en formation. Des formations ont été engagées.

34. Depuis septembre 2014, l'équipe IICA n'a pu réaliser d'autres actions de renforcement. Et la revue à mi-parcours devra analyser comment cette sous-composante peut être réalisée préféablement avec l'appui d'une ONG qualifiée.

### **Sous-Composante 3.3 : Alphabétisation fonctionnelle**

35. Ce volet vise à renforcer les capacités des groupes cibles bénéficiaires dans le but de favoriser l'appropriation effective des responsabilités et une capacité de gestion autonome des activités. Le PPI-3 a fait le choix de l'approche télévisuelle qui, au regard de l'expérience du PAIP, permet d'avoir de très bons résultats (plus de 80% de réussite à chaque fois suivant les évaluations faites par la SEA<sup>2</sup>). Cependant, elle a également ses contraintes et exige plus d'investissement notamment au début pour l'achat des matériels et ensuite leur entretien. Les TDR du contrat entre le MARNDR et le SEA ont été rédigés, mais les contrats n'ont toujours pas été signés. L'équipe devra reprendre cette activité rapidement.

## **D. État d'avancement de l'exécution du projet**

### **Coordination et Gestion du Projet.**

36. Sur la base des leçons tirées du PPI-2, pour la prochaine revue à mi-parcours, la mission suggère parmi les points à examiner, la révision de la structure organisationnelle du PPI-3 avec la considération d'une UCP renouvelée au niveau de la DDA à Nippes qui pourrait être intégrée avec l'UNATEC. Une petite antenne fiduciaire pourrait rester au MARNDR central.
37. **PTBA.** La mission recommande d'élaborer un plan de travail et de budget annuel sur la base des actions prioritaires de la composante 1, allant jusqu'à fin Septembre 2016, ce document devra être soumis à l'approbation du CNP et du FIDA.

### **Suivi-Evaluation et Gestion des Savoirs**

38. **Constats.** Bien que de nouvelles activités aient été introduites dans la sous-composante « appui à la commercialisation » (amélioration d'infrastructures rurales), la structure du cadre logique du PPI-3 suit la même que celle du PPI-2 afin de faciliter la gestion de deux projets par une même structure de coordination et le suivi coordonné des deux projets.

PPI3 a effectué en octobre 2014 une enquête de base sur un échantillon de 920 ménages. Des travaux d'autociblage préliminaires à l'enquête de base ont montré qu'il y avait 19,000 familles potentielles bénéficiaires directes du projet, au lieu de 28000 familles estimées initialement. Les données de référence obtenues (niveau de pauvreté, indice d'accumulation des biens et prévalence de la malnutrition infantile) doivent être utilisées par le projet et insérer dans la base de données (en particulier RIMS de troisième niveau (indicateurs d'impact). La mission recommande de recruter un spécialiste suivi-évaluation déjà familier du module « Tommonitoring ».

### **Approche Genre.**

39. Au cours du premier semestre 2014, une consultation a permis l'élaboration d'un document de référence en vue de l'intégration de la dimension genre dans toutes les activités de mise en œuvre du projet, dans une perspective de promotion de l'égalité entre les deux sexes et l'autonomisation des femmes. La consultation a permis d'effectuer un diagnostic de la situation des femmes à travers notamment, les organisations de base, les AI partenaires des deux projets, pour l'identification des besoins et/ou le type d'accompagnement nécessaire. Des outils d'intervention ont été définis. Pendant la revue à mi-parcours, la stratégie de genre devra être affinée.

---

<sup>2</sup>Secrétariat d'Etat à l'alphabétisation

40. Il n'y par contre pas de prise en compte de l'aspect genre au sein des équipes de l'UCP. *Par rapport au prochain recrutement des cadres à remplacer au niveau du PPI-3, la mission recommande de tenir compte de cet aspect genre.*

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
4. Recruter le personnel nécessaire au niveau du DDA y compris un spécialiste suivi-évaluation déjà familier du module « Tommonitoring »	MARNDR	31 décembre 2015
5. Compléter la définition de la stratégie genre	MARNDR	Janvier 2016

## E. Aspects fiduciaires

41. **Gestion financière.** La gestion financière de l'avance initiale de 500 000 USD a été assurée par l'IICA qui ne dispose pas de compte spécial pour le projet, mais qui dispose d'un système de gestion et de contrôle. Un comptable avait été affecté spécifiquement au projet au niveau de l'IICA. Ces fonds ont été gérés à travers les comptes bancaires de l'IICA.
42. Le PPI-3 dispose de trois comptes bancaires dont un compte spécial et deux comptes opérationnels ouverts depuis environ un an et qui devraient être gérés par l'UCP/MARNDR, mais qui ne sont pas alimentés à cause de la suspension des décaissements.
43. L'appui du PNUD est entré en vigueur à partir du mois de juillet 2015 par une première phase de diagnostic de la situation de gestion administrative et financière du projet PPI-2. Ce diagnostic a donné lieu à un plan d'action récemment valide par le MARNDR et qui permet aux équipes du PNUD la prise en charge de la gestion administrative et financière (y compris le volet passation des marches) du projet et d'appuyer l'équipe comptable de l'UCP à partir de la semaine du 28/09/2015.
44. La mission recommande que le plan d'action du premier trimestre soit focalise essentiellement sur :
- la bonne application du Manuel de Procédures Administratives, Financières et Comptables,
  - la mise en place des bonnes pratiques comptables liées à la gestion des opérations en monnaies étrangères et des écarts de change y relatifs,
  - l'organisation de sessions de formation sur les fonctionnalités du Logiciel TOMPRO, principalement, la gestion du taux de change, la clôture des exercices comptables précédents encore ouverts, la préparation des DRFs, la réconciliation mensuelle des comptes bancaires, la justification des comptes et l'élaboration des états financiers.
  - Le paramétrage du formulaire 104 au niveau de TOMPRO
45. **Décaissements.** L'IICA avait reçu le 12/09/2013 une première allocation de 500 000 USD. Au 30 septembre 2014, le solde est de 61 737,63 USD, soit 12.34 % des fonds reçus. Ce solde demeure inchangé courant septembre 2015 car aucun décaissement n'a été réalisé depuis le mois de Septembre 2014. La mission recommande à l'UCP de valider ce rapport et de solder le compte en transférant la balance des fonds au PNUD en référence à l'accord de prise en charge avec le MARNDR.
46. La mission a constaté que l'équipe fiduciaire de l'UCP a repris les données comptables sur TOMPRO en utilisant la méthode FIFO dans la gestion des opérations en monnaies étrangères. Ceci a donné lieu à une différence de change positive de 11 446,63 USD qui devra être constate dans les livres comptables du projet.
47. Une faiblesse importante a été relevée par l'audit 2013-2014, elle concerne le marquage défaillant des factures traitées, ce qui laisse la possibilité de réutilisation des factures, le marquage et le suivi numérique des factures doit être mis en place immédiatement.

48. Considérant le contrat signé entre le MARNDR et le PNUD, il a été convenu que le PNUD assurera la gestion totale des fonds des conventions sur une période de 12 mois; la mission recommande qu'un arrêté de la situation bancaire du compte du projet tenu au niveau de l'IICA soit établi et que les fonds identifiés soient transférés sur les comptes du projet gérés par le PNUD et ce avant le 16 novembre 2015.
49. **Respect des dispositions de l'accord de financement et du Don** (Modérément satisfaisant). Trois (3) comptes ont été ouverts au nom du projet, il s'agit d'un (1) compte spécial (en USD) et de deux (2) comptes opérationnels. Le manuel de procédures administratives et financières du PPI-2 a été finalisé, mais la restitution du manuel n'est pas encore tenue et il n'est pas encore rentré en application non plus, celui du PPI-3 étant prévu pour tirer le maximum d'intrants sur ce dernier.
50. **Audit** La remise du rapport d'audit est en retard par rapport au délai contractuel prévu dans les dispositions de l'accord de financement. Egalement le rapport de l'auditeur indépendant a été communiqué au FIDA au-delà de la période prévue par l'article V parag 5.02 de l'accord de financement. L'audit a relevé un manquement dans les sous-composantes 3.3 Alphabétisation fonctionnelle et 4.1 Opérateur principal ; dans lesquelles l'IICA n'était pas supposé intervenir, mais a quand-même exécuté des activités dans ces sous-composantes, en lieu et place de l'UCP. On ne connaît pas le motif de l'action de l'IICA dans ces sous-composantes. S'il y a une entente à cet effet entre l'UCP et l'IICA, elle contrevient à l'accord de financement.

#### **Passation de marchés.**

51. Le faible volume de la passation de marchés, et la date de tombée des actions convenues en mai, 2015 ne nous a pas permis d'observer de faiblesses, excepté pour le transfert des équipements au point 5 ci-dessous dans le tableau.
52. Une défaillance importante réside dans l'absence du rapport d'évaluation du MARNDR relativement à la performance de l'IICA. Le risque que l'IICA ne se soit pas conformé au manuel d'approvisionnement du FIDA subsiste, et le risque que les services exécutés ne soient pas conformes aux exigences techniques subsiste aussi ; sans ce rapport, il est difficile de trancher sur ce point.
53. Le suivi des factures dans la gestion des déboursés, doit être résolu dans un délai très court, à défaut d'impacter négativement la qualité de passation de marchés.

<b>Actions convenues</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
6. Focaliser le plan d'action du premier trimestre essentiellement sur : (i) l'adaptation et la bonne application du Manuel de Procédures Administratives, Financières et Comptables du PPI-2 au PPI-3, (ii) la mise en place des bonnes pratiques comptables liées à la gestion des opérations en monnaies étrangères et des écarts de change y relatifs, (iii) l'organisation de sessions de formation sur les fonctionnalités du Logiciel TOMPRO	RPM, UCP	31/12/2015

#### **F. Durabilité**

54. Afin de prévoir dès maintenant la responsabilisation totale des structures décentralisées du MARNDR après le Projet, dès les prochains mois, la DDA du département des Nippes devra être

impliqué dans le suivi des activités et la mise en place d'un plan d'accompagnement des OB et AI appuyés par le projet PPI-3.

## **G. Conclusion**

55. Depuis la dernière mission de supervision (juin 2014) et d'appui (juin 2015), l'équipe n'a pas avancé au niveau des réalisations techniques, toutefois, les TdRs des dossiers techniques ont été préparés au cours de la période et sont disponibles pour suite.
56. La mission recommande à ce que le MARNDR prenne les mesures nécessaires (voir plan d'action paragraphe 13) afin que le projet puisse redémarrer dans de bonnes conditions. La mission de revue à mi-parcours apportera l'assistance technique nécessaire à la restructuration du Projet.
57. Le FIDA et le Gouvernement d'Haïti entérinent les conclusions de la mission de supervision sujet à l'approbation des seniors managers du FIDA.

## Appendice 1 : Résumé de l'état d'avancement du Projet et notes attribuées

### Basic Facts

Country	Haiti	Project ID	1532 [1100001532]	Loan/DSF/Grant/ASAP FI No.	1000004333
Project	Small Irrigation and Market Access Development Project in the Nippes and Goavienne Region			Top-up Loan/DSF/Grant/ASAP FI No.	
Date of Update	02-Dec-2015				
Supervising Inst.	IFAD				
No. of Supervisions	1	No. of Implementation Support/Follow-up missions	3		
Last Supervision	19-Oct-2013	Last Implementation Support/Follow-up mission	06-Dec-2014		

					USD million	Disb. rate %
Approval	08-Sep-2012			Total financing	16.55	
Agreement	24-Oct-2012	Effectiveness lag	1.5	IFAD Total	13.20	
Entry into force	24-Oct-2012	PAR value	-----	IFAD loan	0.00	0
First disbursement	11-Sep-2013			DSF grant	13.20	4
MTR		Last amendment	30-Aug-2013	IFAD grant		
Original completion	31-Dec-2017	Last audit	23-Sep-2015	ASAP grant	0.00	0
Current completion	31-Dec-2017			Domestic Total	3.01	
Current closing	30-Jun-2018			Beneficiaries	1.02	0
No. of extensions	0			National Govern	1.98	0
				External Cofinancing Total	0.35	
				IICA	0.35	0

### Project Performance Ratings

B.1 Fiduciary Aspects	Last	Current	B.2 Project implementation progress	Last	Current
1. Quality of financial management	3	3	1. Quality of project management	4	2
2. Acceptable disbursement rate	1	1	2. Performance of M&E	3	3
3. Counterpart funds	3	3	3. Coherence between AWPB & implementation	3	3
4. Compliance with financing covenants	3	3	4. Gender focus	3	3
5. Compliance with procurement	3	3	5. Poverty focus	3	3
6. Quality and timeliness of audits	3	2	6. Effectiveness of targeting approach	3	3
			7. Innovation and learning	3	3
			8. Climate and environment focus	3	3
B.3 Outputs and outcomes	Last	Current	B.4 Sustainability	Last	Current
1. Development of Irrigation	3	3	1. Institution building (organizations, etc.)	3	3
2. Support to initiative productives	3	3	2. Empowerment	3	3
3. Capacity building	3	3	3. Quality of beneficiary participation	3	3

4. Responsiveness of service providers	3	3
5. Exit strategy (readiness and quality)	3	3
6. Potential for scaling up and replication	3	3

#### B.5 Justification of ratings

The PPI-II PMU is also tasked to coordinate and manage the implementation of PPI-III. The quality of financial management and implementation progress is rated unsatisfactory. The 2013/2014 Audit Report was submitted late. An AWPB was prepared late and it was of poor quality. During the period under review the PMU did not implement any activities. Consequently, the ratings remain the same.

### Overall Assessment and Risk Profile

	Last	Current
C.1 Physical/financial assets	3	3
C.2 Food security	3	3
C.3 Quality of natural asset improvement and climate resilience	3	3
C.4 Overall <b>implementation progress</b> (Sections B1 and B2)	3	3

#### Rationale for implementation progress rating

Following the implementation of preparatory and capacity building activities by IICA in 2013/2014, no activities were implemented due to lack of funds as explained under B5 above.

C.5 Likelihood of achieving the development objectives (section B3 and B4)	4	3
--	---	---

#### Rationale for development objectives rating

The delay in continuing project implementation is expected to affect the likelihood of fully achieving development objectives. Nevertheless, given that this is the start of project implementation, and no activities were disrupted due to the disbursement suspension, there is a strong likelihood to catch up and positively affect the performance, once a strong PMU has been put in place.

#### C.6 **Risks** Short description of major risks for each section and their impact on achievement of development objectives and sustainability

Fiduciary aspects	There are no risks associated with the fiduciary aspects of the project. Going forward, UNDP administration of project finances and the coaching will reduce any potential risks. Restructuring of the PMU is a pre-requisite to avoid future fiduciary risks.
Project implementation progress	The start of implementation of PPI-3 is two years behind. There is a risk that the implementation will slip further behind, evidenced by MARNDR's slow pace of resuming activities following the lifting of the suspension at the start of April this year. To mitigate this risk, the ICO is applying pressure on the government to implement supervision mission recommendations, i.e., to restructure and strengthen the PMU team and its leadership.
Outputs and outcomes	Implementation delays risk delays to realize outputs and outcomes.
Sustainability	As with other performance indicators, implementation delays risk putting in place appropriate measures to ensure sustainability. To mitigate this risk, a strong PMU should be put in place. Under this condition and at this early stage of implementation, the potential to positively turn the project around and solidify sustainability still exists.

### Proposed Follow-up

Issue / Problem	Recommended Action	Timing	Status
Project Implementation	Accelerate mid-term review in order to put in place a new PMU and adequate measures for a successful implementation, after which an AWPB will be prepared.	January 2016	mission preparation already started
Fiduciary	The balance of funds with IICA to be transferred in UNDP accounts.	immediate	in progress

#### Additional observations

## Appendice 2 : Cadre logique

Logique d'intervention	Indicateurs	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Finalité:</b> Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale dans les zones d'intervention du Projet (département des Nippes et région goavienne )	- Indice de malnutrition infantile (SYGRI). - Indice d'accumulation de biens des ménages (SYGRI).	- Enquête SYGRI au début, mi-parcours et fin du Projet. -	- L'instabilité politique n'intervient pas dans les activités et résultats espérés du Projet.
<b>Objectif du Projet:</b> Accroissement et sécurisation durables des revenus et conditions de vie des ménages ruraux pauvres, en particulier ceux des groupes les plus vulnérables.	- Nombre de ménages bénéficiaires directs des actions du Projet sur les périmètres irrigués des Nippes augmentant les revenus agricoles d'une moyenne de 65% (Cible: 3 800 ménages) - Nombre de ménages bénéficiaires directs des actions du Projet sur les périmètres irrigués de la région goavienne augmentant les revenus agricoles d'une moyenne de 40% (Cible : 2 300 ménages) - Nombre de ménages bénéficiaires directs d'autres actions du Projet (micro irrigation, élevage caprin, aménagement des bassins versants, microprojets, pistes rurales) augmentant les revenus d'une moyenne de 17% (Cible : 22 000 ménages) -	- Enquêtes de ligne de base et d'impact auprès des bénéficiaires par échantillonnage	- Les effets de catastrophes naturelles sont atténués par le Projet.



Logique d'intervention	Indicateurs	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectifs spécifiques:</b> - Accroissement durable de la base productive par l'optimisation de la gestion de l'eau et la consolidation de l'agriculture irriguée, au moyen d'installations collectives ou individuelles. - Amélioration de la production agricole et des activités génératrices de revenus grâce à la valorisation des sites aménagés, la réalisation de microprojets pour les plus vulnérables et de l'accès des producteurs aux marchés et à des services financiers adaptés. - Renforcement des capacités de planification et de structuration des communautés, en incluant les groupes plus vulnérables.	- Nombre d'ha irrigués par rapport au nombre d'hectare irrigables aménagés (Cible: 90 % des surfaces aménagées) - Nombre d'ha de périmètres aménagés exploités avec des techniques améliorées chaque campagne (Cible: 75 % des superficies aménagées) - Augmentation de la production agricole des ménages touchés (Cible: 30%) - Augmentation des produits agricoles stockés, transformés et commercialisés de (Cible: 20%) - Nombre de OB/ AI fonctionnels et délivrant des services de qualité dans la zone du Projet (Cible: 40)	- Enquêtes d'impact auprès des bénéficiaires. - Rapports d'activités des OPG et autres partenaires - Compte d'exploitation des MP - Rapports suivi évaluation. - Rapports des ateliers de suivi-évaluation participatifs.	
<b>Composante 1. Développement de l'irrigation</b>			
Sous-composante 1.1. Renforcement institutionnel et appui aux associations d'irrigants	- Nombre des cadres (DDA/BAC/DIA/OPS) formés en gestion technique et social de l'eau (Cible: au moins 80 % des cadres, 20% femmes) - Nombre de leaders d'AI formés en gestion technique et social de l'eau (Cible: 100 % des leaders, 20% femmes) -	- Rapport d'état d'avancement du Projet. - Registre de la participation dans les formations.	- Bonne participation des AI dans le processus. - Absence de fraude au sein des AI
Sous-composante 1.2. Technologies d'irrigation innovantes	- Nombre de ha irrigués avec des techniques de micro-irrigation (Cible: au moins 40 Ha) - Taux de fonctionnement du réseau de systèmes de micro-irrigation dans le département des Nippes et la région goavienne (Cible: 80 %)	- Fiches d'état d'avancement physique du Projet. - Registre de la participation dans les formations. - Visites de contrôle des systèmes de micro-irrigation	- Acceptation de la part des bénéficiaires des technologies promues - Operateurs sélectionnés pour les travaux de construction/réhabilitation des périmètres efficaces

Logique d'intervention	Indicateurs	Sources de vérification	Hypothèses
Sous-composante 1.3. Périmètres irrigués	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre ha de PI aménagés (Cible: 2400 ha)</li> <li>- Nombre de mètres linéaires canaux d'irrigation aménagés, construits ou réhabilités (indicateur du S/E du MARNDR, cible à définir la première année du projet)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fiches d'état d'avancement physique du Projet.</li> <li>- Registre de la participation dans les formations.</li> <li>- Visites de contrôle des systèmes de micro-irrigation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Acceptation de la part des bénéficiaires des technologies promues</li> <li>- Operateurs sélectionnés pour les travaux de construction/réhabilitation des périmètres efficaces</li> </ul>
Sous-composante 1.4. Remédiation environnementale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'ha de terres aménagés (Cible: 1000 ha, à confirmer la première année du projet)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport d'état d'avancement du Projet.</li> <li>- Registre de la participation dans les formations.</li> </ul>	
<b>Composante 2. Appui aux activités productives</b>			
Sous-composante 2.1. Appui à l'intensification agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Adoption des techniques améliorées chez des producteurs formés (cible :50%)</li> <li>- Autosuffisance des centres de services créés (cible : 80%)</li> <li>- Nombre de personnes ayant accès aux services de conseil offerts en techniques de production améliorée (cible: 4600 personnes, 30% femmes)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports des ateliers de suivi-évaluation participatifs.</li> <li>- Enquête</li> <li>- Rapports d'activités des OPG et autres partenaires</li> <li>- Rapports suivi évaluation.</li> <li>- Etudes de cas</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les PI sont achevés et remis aux producteurs à temps</li> </ul>
Sous-composante 2.2. Appui à la commercialisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'Installations de plateformes de vente, stockage, transformation aménagées/ remises en état (cible: au moins 10 expériences)</li> <li>- Nombre de km de pistes rurales aménagés (cible : 33 Km)</li> <li>- Nombre de ménages bénéficiaires de accès aux pistes rurales aménagés (cible : 28,000)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>o Rapports d'activités du Projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les microprojets sont mis en œuvre</li> </ul>

Logique d'intervention	Indicateurs	Sources de vérification	Hypothèses
Sous-composante 2.3. Développement de la microfinance	- Nombre de CREP opérationnels/fonctionnels à la fin du projet (Cible: 10) - Au moins 60% des membres de CREP sont femmes	- Rapports du FAES transmis au Projet	○ L'accord MARNDR / FAES est opérationnel
Sous-composante 2.4. Microprojets	- MP dégagent un bénéfice d'exploitation à la fin du Projet (cible :75%) - Femmes et jeunes qui bénéficient directement des MP (Cible:50% du total des bénéficiaires)	- Rapports de MP	○
<b>Composante 3. Renforcement des capacités</b>			
Sous composante 3.1. Planification et mise en œuvre des PGP	- Taux de participation des femmes dans l'élaboration et le suivi-évaluation des PGP (Cible: 40 % de femmes) - Nombre de plan de gestion de périmètres intègres dans le programmes de développement des sections communales PDSC (Cible: au moins 60%)	- Rapports périodiques de S-E du Projet, du RC3 et bureaux départementaux - Rapports périodiques des OPG - Rapports et documents de diagnostic et planification participatifs	- Bon niveau des consultants locaux et des partenaires spécialisés - Diagnostics de bon niveau - Entente entre groupes de pression, élus locaux, communautés, etc.
Sous composante 3.2. Renforcement des capacités des OB et personnel d'appui	- Taux de participation des femmes dans les formations pour les cadres (Cible: 30%) - Nombre de comités de gestion des AI comptant des femmes dans leurs instances de direction (Cible: 30%) - Nombre d'OB partenaires du Projet autonomes et durables (Cible: au moins 50%)	- Documents du PGP - Documents légaux des OB/AI - Enquêtes participatives d'impact auprès des bénéficiaires - Rapports des ateliers de suivi évaluation participatifs	
Sous composante 3.3. Alphabétisation fonctionnelle	- Nombre d'apprenants ayant réussi le test final (Cible: au moins 80% des apprenants) - Taux de participation des femmes (Cible : au moins 50%)		

### Appendice 3 : Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Actions générales	Responsable	Date
1.Établir un système de gestion administrative et financière rigoureux	UCP/MARNDR	Immédiatement
2.Préparer le plan de travail et budget annuel (PTBA)	UCP	15/11/2015
3.Lancer les appels d'offres pour les études de réhabilitation de 14 périmètres et le lancement des études	UCP	01/12/ 2015 / 28/2/2016
4.Lancer les appels d'offres pour les études de réhabilitation de 5 périmètres et le lancement des études	UCP	01/01/2016 – 31/3/2016
5.Revoir la structure d'exécution des sous-composantes 2.1 et 2.2	MARNDR/IICA/FIDA	31/01/ 2016
6.Réfléchir sur la possibilité d'exécuter les autres sous-composantes et de leurs modalités d'exécution	MARNDR/FIDA	31/01/ 2016
7.Lancer au plus tôt la revue à mi-parcours	MARNDR/FIDA	31 /1/ 2016
8.Initier le programme champs-écoles-agriculteurs sur les périmètres avec une infrastructure irriguée opérationnel	MARNDR/ IICA	31/5/ 2016
9.Lancement des appels d'offres des 14 travaux et leur adjudication	MARNDR	6/2016 / 12/2016
10. Lancement des appels d'offres des 5 travaux et leur adjudication	MARNDR	7/ 2016 / 1/2017
11. Initiation d'autres sous-composantes	MARNDR avec sous-traitants	1/ 2017
Actions composante 1	Responsabilité	Date convenue
12. Lancer au plus tôt les AO pour les études d'établissement du plan directeur d'aménagement des plaines d'Aquin et de Baconnois	UCP/PNUD	31/12/2015
13. Définir les rôles et responsabilités des cadres du MARNDR/BAC dans la mise en œuvre et le suivi des activités de terrain	UCP/MARNDR	Janvier 2016
Actions composante 4	Responsabilité	Date convenue
14. Recruter le personnel nécessaire au niveau du DDA y compris un spécialiste suivi-évaluation déjà familier du module « Tommonitoring »	MARNDR	31 décembre 2015
15. Compléter la définition de la stratégie genre	MARNDR	Janvier 2016
Actions fiduciaires	Responsabilité	Date convenue
16. Focaliser le plan d'action du premier trimestre essentiellement sur : (i) la bonne application du Manuel de Procédures Administratives, Financières et Comptables, (ii) la mise en place des bonnes pratiques comptables liées à la gestion des opérations en monnaies étrangères et des écarts de change y relatifs, (iii) l'organisation de sessions de formation sur les fonctionnalités du Logiciel TOMPRO	RPM, UCP	Janvier 2016

## Appendice 4 : État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Réalizations physiques – (PPI III)							
<u>Activités:</u>	<u>Indicateurs</u>	<u>Cible (fin projet)*</u>	<u>Réalisation (Septembre 2013)</u>	<u>Cible 2013-2014</u>	<u>Réalisation Septembre 2015</u>	<u>Réalisation totale (cumulative)</u>	<u>% réalisation total (cumulative)</u>
Composante 1. Développement de l'irrigation							
Sous-composante 1.1. Renforcement institutionnel							
1.1.1. Elaboration base des données sur les aménagements hydro-agricoles existants.	- Base de données sur les aménagements hydro-agricoles existants dans le département des Nippes et la région goavienne complétée et mise à jour.	1					
1.1.2 Réalisation des schémas directeurs d'aménagement des zones à fort potentiel.	- Etude sur la plaine de Baconnois finalisée et disponible pour le MARDNR	1					
1.1.3. Elaboration des relevés parcellaires, plans parcellaires et des titres d'occupation des parcelles dans les périmètres d'intervention	- Nombre de PI ayant fait l'objet d'un recensement et d'une cartographie des parcelles - Superficies de PI complètement cartographiés (cible : 2400 Ha) - Nombre de titres d'occupation délivrés (cible : à définir lors de la première année du projet) - Nombre de plan parcellaires						

Réalisations physiques – (PPI III)							
<u>Activités:</u>	<u>Indicateurs</u>	<u>Cible (fin projet)*</u>	<u>Réalisation (Septembre 2013)</u>	<u>Cible 2013-2014</u>	<u>Réalisation Septembre 2015</u>	<u>Réalisation totale (cumulative)</u>	<u>% réalisation total (cumulative)</u>
	des périmètres élaborés (cible : 1 plan par périmètre d'intervention)						
1.1.4. Formation des cadres de services techniques (DDA/BAC/DIA), des OPS et des AI sur les aspects organisationnels et de gestion technique et sociale de l'eau.	- Nombre de formations réalisées en gestion technique et sociale de l'eau. (Cible: 2 formations par DDA/BAC )						
1.1.6. Appui technique à la gestion de périmètres	Nombre d'AI appuyées pour la gestion des périmètres irrigués et disposant d'un statut formel (Cible: tous les AI mis en place)						
<b>Sous-composante 1.2. Technologies d'irrigation innovantes</b>							
1.2.1. Études et validation des technologies de micro-irrigation	- Nombre des formations réalisées en techniques de micro-irrigation (Cible: X)	X					
1.2.2. Formation et dotation d'outillage aux artisans et revendeurs	- Nombre de parcelles de micro-irrigation mises en place (Cible: 50 Ha)	50					
1.2.3 Diffusion de technologies validées	- Nombre de campagnes de diffusion réalisées (Cible: X)	X					
<b>Sous-composante 1.3. Périmètres irrigués</b>							
1.3.1. Identification, exécution et supervision des travaux de réhabilitation périmètres	Nombre d'études d'identification des périmètres réalisés (Cible : à définir lors de la première année						

Réalizations physiques – (PPI III)							
<u>Activités:</u>	<u>Indicateurs</u>	<u>Cible</u> <u>(fin</u> <u>projet)*</u>	<u>Réalisation</u> <u>(Septembre</u> <u>2013)</u>	<u>Cible</u> <u>2013-2014</u>	<u>Réalisation</u> <u>Septembre 2015</u>	<u>Réalisation</u> <u>totale</u> <u>(cumulative)</u>	<u>% réalisation</u> <u>total</u> <u>(cumulative)</u>
irrigués.	du projet)						
1.3.2. Identification, exécution et supervision des travaux de construction des nouveaux périmètres irrigués.	Nombre de contrats d'exécution des travaux de construction et réhabilitation de périmètres réalisés (Cible: à définir lors de la première année du projet)						
	Nombre des visites de supervision de travaux de réhabilitation/construction de périmètres réalisés (Cible: au moins X par périmètre)						
<b><i>Sous-composante 1.4. Remédiation environnementale et fonds d'urgence pour les infrastructures</i></b>							
1.4.1. Actions de sensibilisation sur l'exploitation raisonnée et équitable des ressources dans les bassins-versants autour des périmètres.	- Nombre d'actions de sensibilisation réalisées (cible : à définir lors de la première année du projet)						
1.4.2. Mise en place des mesures de protection physique et biologique pour la protection de ressources en eau autour des périmètres.	- Nombre de mesures d'atténuation d'impact de l'irrigation mises en place (cible : à définir la première année du projet)						

Réalizations physiques – (PPI III)							
<u>Activités:</u>	<u>Indicateurs</u>	<u>Cible</u> (fin projet)*	<u>Réalisation</u> (Septembre 2013)	<u>Cible</u> 2013-2014	<u>Réalisation</u> Septembre 2015	<u>Réalisation</u> totale (cumulative)	<u>% réalisation</u> total (cumulative)
1.4.3. Mise en place des mesures d'atténuation des impacts négatifs éventuels de l'irrigation.	- Nombre des personnes formées en techniques de conservation du sol et protection des BV (cible : à définir la première année du projet)						
<b>Composante 2. Appui aux activités productives</b>							
<i>Sous-composante 2.1. Appui à l'intensification agricole</i>							
2.1.1. Mise en place méthodologie et outils d'appui-conseil	1 Guide méthodologique des CEP, à l'usage des TA						
2.1.2. Appui-conseil agricole	1 Plan de mise en valeur agricole par PI encadré						
	- 184 Champs école paysans réalisés (cible : X par périmètre et X par bassin versant)	184					
	- 40 visites d'échange réalisées (cible : à revoir la première année du Projet)	40					
2.1.3. Mise en place de boutiques d'intrants	- Nombre de boutiques d'intrants fonctionnelles (Cible : à définir la première année du Projet)						
2.1.4. Mise en valeur des bassins-versants proche des	Nombre de ha de bassins-versants aménagés et mis en valeur (cible :	200					



Réalizations physiques – (PPI III)							
Activités:	Indicateurs	Cible (fin projet)*	Réalisation (Septembre 2013)	Cible 2013-2014	Réalisation Septembre 2015	Réalisation totale (cumulative)	% réalisation total (cumulative)
périmètres	à définir la première année du Projet)						
<b>Sous-composante 2.2. Appui à la commercialisation</b>							
2.2.1..Identification des filières à haute potentiel dans les périmètres et réalisation des études de marchés	- Nombre d'études de marché réalisées (Cible: au moins cinq)	5					
2.2.2. Promotion de foires commerciales et d'expériences pilotes de stockage et commercialisation	- Nombre de foires commerciales réalisées avec l'appui du Projet (Cible: au moins 10)	10					
2.2.3. Mise en place d'une expérience pilote de warrantage.	- Nb des personnes/groupes de commercialisation formés dans la diffusion d'informations commerciales (Cible: à définir la première année du Projet)						
2.2.4. Collecte et diffusion des informations commerciales.							
2.2.5. Réhabilitation des pistes rurales et structures des marchés		33 km					
<b>Sous-composante 2.3 Développement de la microfinance</b>							
2.3.1. Études marketing et d'implantation des CREP	Nombre d'études d'implantation de CREP	10					

Réalizations physiques – (PPI III)							
<u>Activités:</u>	<u>Indicateurs</u>	<u>Cible</u> <u>(fin</u> <u>projet)*</u>	<u>Réalisation</u> <u>(Septembre</u> <u>2013)</u>	<u>Cible</u> <u>2013-2014</u>	<u>Réalisation</u> <u>Septembre 2015</u>	<u>Réalisation</u> <u>totale</u> <u>(cumulative)</u>	<u>% réalisation</u> <u>total</u> <u>(cumulative)</u>
	réalisées (Cible: 10)						
2.3.2. Création des GCS	- Nombre de GCS créés (Cible à déterminer suite aux études du marché)						
2.3.3. Etablissement des lignes de crédit / octroi de prêts		10					
2.3.4 Mise en place des CREP	Nombre de CREP mises en place (cible à déterminer suite aux études de marche)	10					
2.3.5. Appui à l'animation, formation, contrôle externe et audit des GCS/CREP	- Nombre des formations réalisées pour les GCS et CREP - (Cible: à définir la première année du projet)	n.d					
	Nombre des contrôles externes/audits des GCS et CREP réalisés (Cible: à définir la première année du projet)	n.d				0	
<b>Sous-composante 2.4. Microprojets pour les plus vulnérables</b>							
2.4.1. Mise à disposition d'outils méthodologiques	- 1 guide méthodologique des MP mis à jour et transmis aux partenaires de mise en œuvre et aux OB	1					
	- 1 référentiel technique des MP élaboré, mis à jour et transmis aux partenaires de mise en œuvre, et OB	1					

Réalisations physiques – (PPI III)							
Activités:	Indicateurs	Cible (fin projet)*	Réalisation (Septembre 2013)	Cible 2013-2014	Réalisation Septembre 2015	Réalisation totale (cumulative)	% réalisation total (cumulative)
2.4.2. Préparation des documents de MP	- Nombre de documents de MP complets élaborés (cible : 170)	170					
2.4.3. Validation des MP	- Nombre de documents de MP analysés et validés (cible : 170)	170					
2.4.4 Réalisation des MP	- Nombre de MP entièrement réalisés (cible : 170)	170					
2.3.5. Evaluation ex-post des MP	- Résultats économiques de 170 MP évalués et disponibles	170					
<b>Composante 3. Renforcement des capacités</b>							
<b>Sous composante 3.1. Planification et mise en œuvre des PGP</b>							
3.1.1. Formation à la planification participative des PGP	- Nombre de paysans-relais et membres du COCEP formés à la planification participative de X PGP (Cible: X paysans-relais et membres du COCEP, au moins 35% de femmes)	28					
	- Nombres de paysans-relais et membres du COCEP formés à l'auto-évaluation participative de X PGP (Cible: X paysans relais et membres du COCEP au moins 30% de femmes)	14					
	dont femmes						

Réalizations physiques – (PPI III)							
<u>Activités:</u>	<u>Indicateurs</u>	<u>Cible</u> <u>(fin</u> <u>projet)*</u>	<u>Réalisation</u> <u>(Septembre</u> <u>2013)</u>	<u>Cible</u> <u>2013-2014</u>	<u>Réalisation</u> <u>Septembre 2015</u>	<u>Réalisation</u> <u>totale</u> <u>(cumulative)</u>	<u>% réalisation</u> <u>total</u> <u>(cumulative)</u>
3.1.2. Information, communication et sensibilisation au genre	- Nombre de personnes (OPS (y inclus les animateurs-conseil), BAC, paysans-relais, COCEP, OB/AI ciblées) sensibilisées aux outils d'équité de genre (Cible: X personnes au moins 50% de femmes)	1200					
	dont femmes	50 %					
3.1.3. Auto-évaluation participative des PGP	- Nombre de PGP élaborés de façon participative (Cible: X PGP) Nombre de PGP auto-évalués de façon participative (Cible: X PGP) moins 35% de femmes)	14					
	Nombre de PGP auto-évalués de façon participative	7					

<b>Sous composante 3.2. Renforcement des capacités des OB et du personnel d'appui</b>							
3.2.1. Formation-action des OB et des AI	- Nombre de leaders des OB/AI partenaires du Projet formés en développement organisationnel et en gestion (Cible: X leaders, membres d'au moins 40 OB/AI (au moins 30% de femmes)	200					
	dont femmes	30%					
3.2.2 Formation des membres des comités de gestion et des leaders d'OB/AI	- Nombre d'exploitants membres des OB/AI, ayant participé à des visites et échanges d'expériences (Cible: X exploitants membres des 40 OB/AI les plus dynamiques (au moins 40% de femmes et de jeunes)	350					
	dont femmes	40%					
3.2.3 Visites et échanges d'expériences pour les OB/AI	- Nombre de visites d'échanges d'expériences réalisés (Cible: au moins X par année)	25					
3.2.4. Formation en nutrition et santé	- Nombre de personnes formées en nutrition/santé (Cible: X personnes au moins 70% de ménages féminins monoparentaux)	1200					
	dont ménages féminins	70%					

3.2.5. Appui à la formation et au recyclage des agents d'appui conseil	Nombre d'agents d'appui-conseil formés en approche participative, animation rurale, développement organisationnel et gestion de Projets (Cible: X agents dont au moins 30% de femmes)	60					
	dont femmes	30%					
<b><i>Sous composante 3.3. Alphabétisation fonctionnelle</i></b>							
3.3.1 Formation recyclage des alphabétiseurs	- Nombre de personnes formées comme alphabétiseurs de premier et deuxième niveau (Cible: X alphabétiseurs dont au moins 30% de femmes)	80					
	dont femmes	30%					
3.3.2 Alphabétisation de premier niveau	- Nombre de exploitants sur le PI/BV formés en alphabétisation fonctionnelle de premier niveau (Cible: X exploitants dont au moins 50% de femmes)	1500					
	dont femmes	50%					
3.3.3 Alphabétisation de deuxième niveau	- Nombre d'exploitants sur le PI/BV formés en alphabétisation fonctionnelle de deuxième niveau (Cible: x exploitants dont au moins 50% de femmes)	350					
	dont au moins 50% de femmes	50%					

#### Composante 4. Coordination et gestion du Projet

##### *Sous-composante 4.1. Gestion administrative, financière et comptable*

4.1.1 Opérationnalisation du système de gestion financière et comptable au niveau central et régional	Nombre de Journal produits à partir du SIGF	n.d				0	
4.1.2 Déconcentration de la gestion financière du Projet	Nombre de DRF produits à partir du SIGF	n.d				0	
	Etat de mis à jour du registre de contrat	mise à jour				0	
	Etat de mis à jour du registre des MP	mise à jour				0	
	Fréquence de virement aux antennes régionales pour la mise en œuvre des programmes d'emploi trimestriels	n.d				0	
	Montant total viré aux antennes régionales	n.d				0	

<i>Sous-composante 4.2. Suivi- évaluation et gestion des savoirs</i>							
4.2.1 Ateliers de planifications annuelles, semestrielles et trimestrielles avec les principales parties prenantes	Fiches d'état d'avancement trimestriel physique et financière du Projet soumis dans le délai.	n.d	1			1	100 %
4.2.2 Collection en cours des informations et élaboration des rapports sur l'état d'avancement du Projet	Rapports semestriels soumis dans les délais.	n.d	1			1	100 %
4.2.3. Mise en place et maintenance d'un système de gestion et partage de l'information	PTBA annuel soumis dans le délai.	n.d	1	1	1	2	
4.2.4. Evaluations externes et suivi par institutions nationales	Nombre d'études de cas réalisés						
	Nombre des activités de diffusion et communication réalisés	n.d					



## Appendice 5 : Aspects financiers: performance financière par bailleur de fonds et par composante

### Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)

Composante	BUDGET TOTAL USD	BUDGET 2013-2014 USD	Cumulatif USD Sept 13 – Septembre 14	Balance USD Disponible 2013 2014	Balance USD Disponible fin Juin 2015
Appui à l'intensification agricole	1221820,37	595810	158234,65	437575,35	1063585,72
Appui à la commercialisation	1393341,45	837647	0	837647	1393341,45
Développement de la micro-finance	507535,43	195526	0	195526	507535,43
Microprojets	1191912,23	563857	0	563857	1191912,23
Planification et mise en œuvre des PGP	619196,91	322989	79498,43	243490,57	539698,48
Renforcement des capacités des OB et du personnel d'appui	351582,24	219031	12704,46	206326,54	338877,78
Alphabétisation fonctionnelle	342804,2	209443	2872,36	206570,64	339931,84
Unité d'appui technique -UNATEC- de l'Opérateur principal	1523921,8	630652	184952,07	445699,93	1338969,73
<b>TOTAL</b>	<b>7 152 114,63</b>	<b>3 574 955</b>	<b>438 261,97</b>	<b>3 136 693,03</b>	<b>6 713 852,66</b>

**Fonds Reçus USD** **500 000**

**Total dépenses** **438 261,97**

**Balance disponible** **61 738,03**

## Appendice 6 : Application des dispositions de l'accord de financement

### Etat d'avancement au 25 Septembre 2015

Section	Disposition	Objectif / date prévue	Etat d'avancement / date	Observations
<b>Sect. D.1. a)</b>	<b>Accord entre l'IAT et le MARNDR.</b> L'accord prévu au paragraphe 10.1, Section de II de l'annexe 1 entre l'IAT et le MARNDR a été approuvé par le Fonds et signé.	Deux mois après l'entrée en vigueur de la convention de financement	Accord entre l'IAT et le MARNDR approuvé par le Fonds et signé par les 2 parties	
<b>Sect. D.1. b)</b>	<b>Premier PTBA.</b> Le premier PTBA incluant un plan de passation des marchés et les engagements de la contrepartie du Bénéficiaire pour 18 mois a été approuvé par l'agent principal du projet et le Fonds.	Le premier PTBA 2012-2013 et le PPM de 18 mois ont été validés par le CNP et le FIDA. Il n'y a pas eu d'autre PTBA validé par le CNP	Peu d'activités se sont réalisées	
<b>Sect. D.1. c)</b>	<b>Ouverture de comptes.</b> Le compte désigné et le compte de Projet ont été ouverts conformément aux Section B.3 et B.5 du présent Accord.	Les comptes ont été ouverts	Un premier décaissement au bénéfice de l'UNATEC de 500 000 USD a été fait	Il reste près de 61 738 USD sur le Compte de l'UNATEC
<b>Sect. D.1. d)</b>	<b>Logiciel de gestion financière.</b> Le Logiciel de gestion financière et comptable de l'UCP a été mis en place et est opérationnelle.		L'application du logiciel montre des défaillances importantes	
<b>Sect. D.1. e)</b>	<b>Manuel d'opérations.</b> Une ébauche du Manuel d'opérations du Projet de développement du PPI-2 et du Manuel de procédures administratives, financières et comptables du PPI-2 ('les Manuels du projet') révisée a été soumise au FIDA.	Manuel de procédures administratives, financières et comptables du PPI-2 révisé et soumis au FIDA		
<b>Sect. D.2. a)</b>	<b>Conditions au 2ème retrait du Don.</b> Les Manuels du projet révisés ont été approuvés par l'Agent principal du Projet et le Fonds.			